

Le Forum Civique Européen

Rapport d'activité 2007/2008



EUROPÄISCHES
BÜRGERINNEN
EUROPEAN
CIVIC
CIVIQUE
EUROPEEN
FORUM

Edition: Forum Civique Européen, St. Johans-Vorstadt 13, Case Postale, CH-4004 Bâle
Impression: Ropress, CH-8048 Zürich

Photos:

A. Glyadyelov (p. 25), Lisa Bolyos (p. 4, 6, 8), site www.le-mouton-noir.ch (p. 21), Dernières Nouvelles d'Alsace, Matthieu Hoffstetter (p.17), Pierre Samson (p. 18) archives-photos du FCE (S. 1, 12, 15, 27)

En couverture: manifestation de migrants pour leurs droits en Andalousie (photo FCE)

Pour vos dons:

Suisse: Forum civique européen, Bâle, PC 40-8523-5

France: FCE, IBAN FR91 3000 20 16 5000 0007 9087 C24 / BIC: CRLYFRPP

L'association FCE est reconnue d'utilité publique en Suisse

Le Forum Civique Européen

Buts

Le Forum Civique Européen (FCE) est un réseau international de solidarité. En organisant sur place des interventions directes avec de simples citoyens engagés, nous mettons en lumière des dysfonctionnements sociaux peu ou pas dénoncés. En privilégiant l'auto-organisation et en mettant en réseau les initiatives émancipatrices, nous espérons faire des petits pas vers l'utopie d'un monde plus juste.

Solidaire dans les situations d'urgence, mais aussi promoteur de projets pérennes, le FCE a pour ambition d'initier des changements à long terme. Ses missions:

- envoyer des délégations d'observateurs internationaux dans les régions en crise politique ou sociale et prendre contact avec les victimes d'injustices;
- prendre la défense des immigrés sans droits et favoriser leur auto-organisation, ouvrir des lieux d'accueil et de conseil, de formation et de soutien juridique et social;
- soutenir une agriculture socialement durable qui refuse l'exploitation illimitée de l'être humain et de la nature;
- créer des partenariats internationaux d'initiatives sociales et constituer des réseaux de solidarité;



«Pour le droit à la liberté de circulation»

- encourager les activités interculturelles pour favoriser la compréhension mutuelle et la prévention des conflits.

Ce rapport annuel 2007- 2008 est jalonné d'exemples concrets des activités nées de ces objectifs.

Historique et nouveaux défis

Le FCE est né dans l'euphorie générée par les bouleversements en Europe de l'Est en 1989. Il a été fondé peu après la chute du Mur de Berlin à l'initiative de citoyens de plusieurs pays européens, de l'Ouest comme de l'Est, actifs au sein d'organisations

telles que le CEDRI (Comité Européen pour la Défense des Réfugiés et Immigrés), le mouvement des radios libres ou la Coopérative Européenne Longo maï. A l'ouverture de l'Europe de l'Est, le FCE ne voulait pas laisser le champ libre aux intérêts économiques, aux institutions internationales et aux gouvernements. Il s'est donné comme objectif prioritaire d'établir des contacts directs entre personnes de l'Est et de l'Ouest.

Entre-temps nous nous trouvons confrontés à de nouveaux défis. Il s'agit donc de concrétiser des liens de solidarité avec les plus démunis, qui sont particulièrement affectés par la crise mondiale actuelle.

Forum Civique Européen
Bâle, mai 2009

Migration et agriculture

Coopération avec le syndicat andalou des ouvriers agricoles SOC

Contexte politique

La campagne d'information et de dénonciation menée par le FCE depuis 2000 après les exactions racistes contre des ouvriers agricoles marocains en Andalousie, dans la province d'Almeria, a révélé une réalité qui était à l'époque quasi inconnue. Presque dix ans plus tard, l'exploitation des migrants dans l'agriculture intensive est devenue le sujet de plusieurs livres et études. De nombreux journalistes ont fait des reportages; les fraises de Huelva et les tomates d'El Ejido sont en train de devenir des symboles maudits de cette forme hyper-concentrée de production agricole, consommatrice d'intrants chimiques, qui empoisonne l'environnement et les nappes phréatiques et réduit des dizaines de milliers de migrants en esclavage moderne.

Le problème est que l'on ne constate aucune amélioration de la situation quotidienne des ouvriers dans les serres d'Almeria et les champs de Huelva. Au contraire: depuis l'automne 2008 la crise qui a éclaté partout en Espagne. L'effondrement de la bulle immobilière a provoqué l'arrêt d'innombrables chantiers de construction, contraignant les ouvriers espagnols et immigrés de ce secteur à se tourner vers l'agriculture. Pour beaucoup il s'agit d'un retour à un emploi qu'ils

avaient quitté à cause des mauvaises conditions de travail et de salaire.

Il en découle une pression encore plus forte sur le marché du travail dont les employeurs tirent un large profit. Cela provoque des tensions entre communautés et groupes d'ouvriers confrontés à une très grande précarité, par l'angoisse de ne plus pouvoir nourrir sa famille ou payer son loyer. Le risque de débordements racistes s'accroît. Les migrants craignent les conséquences d'une politique d'immigration de plus en plus restrictive. Cette situation rend encore plus difficile l'action syndicale, surtout chez les plus démunis, les sans-papiers et les migrants trimant à l'heure ou à la journée sans contrat. Notre priorité reste donc le soutien au SOC (Sindicato de Obrer@s del Campo), le syndicat andalou des ouvriers agricoles de la province d'Almeria, qui tente de permettre aux migrants de s'auto-organiser.

Centres sociaux

La première phase (2000-2004) a été consacrée à l'investigation et à la dénonciation de ce système. Notre objectif principal a été ensuite d'aider le SOC à mettre en place des structures lui permettant de mieux développer son travail sur le terrain dans les diffé-

rentes zones de la «mer de plastique». Il s'agit principalement de l'ouverture de deux nouveaux locaux syndicaux et centres sociaux pour les immigrés, à El Ejido en 2005 et à San Isidro, près de Nijar, dans la partie orientale de la province, en mai 2007.

Depuis l'été 2007, suite à l'achat des locaux, l'urgence a été d'apporter un soutien financier au SOC afin qu'il dispose d'une équipe suffisante, capable de mener ses activités dans ces trois locaux (un bureau existe à Almeria depuis 2000) et également sur le terrain (lieux de travail et logements).

Le SOC mène des activités ailleurs qu'à Almeria. Il a son siège à Séville et

des délégués à Jaen, Cadiz, Huelva. Confronté à une grave crise financière, le syndicat n'a pas toujours été en mesure de verser les salaires de son personnel à Almeria. Le FCE a donc dû en assurer une partie importante en 2007 et 2008.

Compte-tenu des mauvaises conditions de travail et de logement dans la province d'Almeria, les migrants quittent la région dès qu'ils le peuvent. Il y a donc un *turn-over* de la main-d'œuvre, ce qui rend très difficile l'action syndicale déjà fort compliquée par l'éloignement des lieux d'habitation au milieu des serres ou dans des quartiers excentrés, et du manque de transports en commun.



La «mer de plastique» d'Almeria: des cultures sous serre de tomates, poivrons et autres légumes hors-saison qui approvisionnent les supermarchés des pays du nord de l'Europe en hiver.

Formation et coordination

Il est donc très difficile de constituer des équipes solides et stables de syndicalistes. La formation devient la priorité absolue. Grâce au soutien du FCE, le SOC a déjà commencé un programme de six mois avec une douzaine de stagiaires. Ceux-ci sont confrontés à des situations réelles qui les aideront à acquérir des pratiques syndicales. Ils suivent également des cours sur la législation, les conventions collectives, les droits des travailleurs et des étrangers.

Pour motiver les stagiaires à se consacrer à cette formation, ceux-ci reçoivent une indemnité. La formation syndicale sera longue et difficile, mais elle permettra de transformer qualitativement le SOC et d'assurer la relève. Depuis l'automne 2008, le FCE cherche le soutien financier nécessaire à la poursuite d'un tel programme de formation.

Il est difficile de s'adapter à une situation en constante évolution et qui diffère de la réalité à laquelle sont confrontés les syndicats européens. Il est d'autant plus difficile de la comprendre à distance. C'est pourquoi le FCE a décidé d'être présent sur place plus régulièrement. En 2007 et 2008, un représentant suisse du FCE s'est rendu là-bas à plusieurs reprises et a partagé la vie quotidienne des syndicalistes du SOC Almeria pendant environ cinq mois.

Fin novembre 2008, six membres du FCE d'Allemagne, d'Autriche, de France et de Suisse, quatre représentants

du SOC Almeria et cinq délégués du SOC Séville se sont rencontrés pour analyser la situation et se coordonner. La réunion a eu lieu à Tierra y Libertad, la coopérative du SOC dans la Sierra de Cadiz. Pendant trois jours ils ont dressé le bilan des actions communes depuis 2000, étudié l'évolution du contexte économique et social en Andalousie et défini les priorités pour l'avenir.

Chronologie des activités 2007 / 2008

27 et 28 avril 2007: ouverture du Centre Social «Ascen Uriarte» à San Isidro avec la présence de quatre membres du FCE, des membres de la Confédération Paysanne et du CODETRAS (France), de divers syndicats suisses (UNIA, SIT, l'Autre Syndicat) du Solifonds, de la Plateforme pour une Agriculture socialement durable et de la Fédération des Paysans de montagne autrichiens.

Mai 2007 et 2008: participation du FCE au Forum Social et Environnemental de Suisse de l'Est (SUFO) à Saint-Gall avec un stand d'information et de produits et l'animation d'un atelier de travail «migration et agriculture».

Juin 2007: participation de Spitou Mendy du SOC Almeria à l'initiative du FCE dans les discussions et mobilisations organisées par le Réseau d'Action Agriculture Globale à Rosstock lors du sommet du G8. Action symbolique devant un supermarché Lidl, menée en collaboration avec des



Des ouvriers agricoles marocains installent une serre. On a besoin d'eux pour le travail, tout en leur refusant le moindre droit.

militants du syndicat allemand ver.di, afin de protester contre les mauvaises conditions de travail dans ces supermarchés comme dans les serres d'Almeria.

Septembre 2007: organisation d'interventions et de protestations internationales contre une vague d'agressions policières dans la région de Nijar en Andalousie.

Décembre 2007: réunion de coordination entre le FCE et le SOC à Almeria. A l'initiative du FCE, Spitou Mendy est intervenu à la conférence «Land of Human Rights» à Graz en Autriche.

Mars 2008: organisation d'une tournée en Suisse avec Spitou Mendy.

Octobre 2008: organisation d'une tournée en France avec Spitou Mendy, participation à des rencontres de la Cimade à Sète, du CODETRAS à Marseille, de diverses associations à Grenoble et au Sommet Citoyen sur les Migrations «Des ponts, pas de murs» à Montreuil.

Novembre 2008: rencontre de trois jours entre le FCE et le SOC (Almeria et Séville) dans la coopérative du SOC Tierra y Libertad.

2007-2008: participation au comité de pilotage du programme de formation syndicale mené par la Confédération Paysanne et le SOC; réunions de travail à Huelva, Montreuil et au Parlement Européen à Bruxelles.

Succès pour les travailleurs migrants du Sud de la France

La lutte pour l'amélioration des conditions de travail, de vie et de logement des centaines de milliers de saisonniers étrangers travaillant dans la production intensive de fruits et légumes en Europe est longue et ardue, et les avancées sont rares. Saluons donc les succès obtenus en 2008 par le Collectif de Défense des Travailleurs Etrangers dans l'Agriculture (CODETRAS) du département des Bouches-du-Rhône en faveur de plusieurs centaines d'ouvriers saisonniers marocains et tunisiens.

Rappelons que le statut des saisonniers avec contrat OMI (Office des Migrations Internationales) ne leur octroie des droits que pendant la durée de leur séjour. Ils cotisent à la Sécurité sociale, à l'assurance maladie et au chômage, mais une fois leur contrat terminé ils ne peuvent plus en bénéficier. Ils n'ont droit à aucune ancienneté, ni requalification et ils n'ont pas droit au regroupement familial. Ils se trouvent surtout dans une relation de dépendance inacceptable face au patron, car c'est lui qui décide d'année en année du renouvellement du contrat.

Depuis le printemps 2007, le Collectif, avec le soutien d'une dizaine d'avocats, a aidé environ 150 saisonniers à déposer des plaintes au tribunal administratif de Marseille. Ils remettent en cause la nature même de leur statut saisonnier, et réclament des permis

de séjour et l'accès à des contrats de durée indéterminée (CDI). Le Tribunal leur a donné raison, mais la Préfecture a longtemps fait obstruction en déposant des recours.

En décembre 2008, la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité (HALDE) a rédigé un rapport très critique. Elle a demandé au gouvernement de requalifier ces contrats faussement saisonniers en CDI dans un délai de trois mois, d'accorder un titre de séjour à tous les salariés discriminés, une indemnisation pour le préjudice subi durant des années, et d'entamer une réflexion avec le patronat agricole et le collectif.

Le Collectif estime qu'il y a entre 300 et 400 saisonniers qui devraient ainsi obtenir gain de cause et un permis de séjour. Il s'agit d'ouvriers dont les contrats ont été abusivement et systématiquement prolongés à huit mois chaque année, au-delà des six mois censés être le maximum, sauf dans des circonstances exceptionnelles. Le Collectif ne compte pas en rester là et veut continuer sa campagne afin d'augmenter le nombre de saisonniers qui bénéficieront de ces avancées.

Le FCE a participé à toutes les activités et aux réflexions du Collectif. Sa contribution la plus importante a été sans doute la mise à disposition de ses locaux au Mas de Granier, la coopéra-

tive Longo maï située en plein centre de la plaine de Crau où travaillent de nombreux ouvriers OMI. Des réunions y ont été tenues, notamment dans le cadre de l'opération «RegulOMI» où le FCE a joué un rôle important. Pendant deux mois, plusieurs fois par semaine, des bureaux d'accueil ont été installés à la ferme. Environ 250 ouvriers marocains et tunisiens sont venus avec tous les documents nécessaires pour constituer un dossier de demande de permis de séjour et de CDI. Plusieurs

bénévoles du FCE ont participé à cet accueil et au travail de constitution des dossiers.

Bien sûr tout n'est pas acquis. Le Collectif dénonce déjà de nouvelles dérives concoctées par le ministère de l'Immigration et le syndicat des employeurs agricoles qui veulent garder une main-d'œuvre précaire et sans droits pour un travail qui n'est aucunement saisonnier. Il faut donc rester vigilant.



La bicyclette est un luxe; après le travail, ou la recherche de travail, la plupart regagne à pied les huttes improvisées en-dehors de la ville.

Publications:

El Ejido - Terre de non-droit

Rapport d'une commission internationale d'enquête sur les émeutes racistes de février 2000 en Andalousie

Co-édition:

Editions Golias - Villeurbanne Cedex,

Forum Civique Européen,

CEDRI - Bâle, Limans, 2000

livre de poche, 144 pages

ISBN: 2-914475-11-X, 10 € / 15 FrS

La roue ou la noria des saisonniers agricoles

Un livre avec des témoignages des ouvriers agricoles en France et en Espagne

Photos de Yohanne Lamoulière, textes de Patrick Herman

Edité par l'association Khiasma,

Collection Limitrophe Numéro 5

ISBN: 978-2-914699-25-9, 18 €

Expo-photos:

La mer de plastique

Réalisée par Lisa Bolyos et Dieter Behr, à la suite de leur participation à plusieurs délégations en Andalousie, cette exposition tourne en Europe depuis 2006. Elle est montrée dans des universités, des cafés philo, des centres de formation, des écoles, et lors de festivals et conférences.

En 2007, dans le cadre du mouvement de protestation contre le G8, une version résistante aux intempéries de cette exposition a été présentée lors

d'une tournée de théâtre de rue dans plusieurs villes d'Autriche et d'Allemagne. Début 2008, ces images ont été vues en Suisse, exposées lors de rencontres-débats et de rassemblements de protestataires. On peut consulter cette série de photos sur internet: www.umbruch-bildarchiv.de. Ces images sont par ailleurs diffusées par l'Agence de photos spécialisée sur les actions de développement *südbild.at*. Les textes sont en allemand et en français.

Alimentation et autonomie

Réseau international d'initiatives semencières

Les systèmes de l'agriculture industrielle d'aujourd'hui sont simplifiés à l'extrême. Les monocultures provoquent une érosion génétique irréversible et posent les bases des famines à venir. La production alimentaire de la planète dépend d'environ 20 espèces de plantes qui fournissent 95% des nutriments d'origine végétale. Selon la FAO, 75% des espèces de plantes cultivées se sont perdues au cours du 20ème siècle.

En 2007 et 2008, plusieurs membres du FCE ont pris part à des voyages en Espagne, en Italie, au Portugal, en Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie pour mettre en relation des paysans et différentes initiatives engagées pour la sauvegarde de la biodiversité et contre la prolifération des OGM. Le but était aussi de mettre en place un réseau d'entraide renforçant les résistances locales et de faire pression sur les institutions nationales, européennes et internationales pour un changement de législation en faveur d'une plus grande liberté dans l'utilisation et la diffusion des semences paysannes¹.

Dans tous ces pays, des rencontres riches ont eu lieu avec des groupes de paysannes et de paysans qui s'efforcent de continuer à cultiver les va-

riétés locales de plantes vivrières et d'arbres fruitiers et de faire connaître à un large public les produits élaborés à partir de ces plantes. Malheureusement nous avons pu constater dans tous les pays visités que les directives européennes et les réglementations nationales freinent le travail de ces initiatives ou l'empêchent complètement. Dans cette optique l'Italie fait figure d'exception puisque certaines régions soutiennent ce type d'actions.

Echange d'expériences avec l'Europe de l'Est

En Bulgarie, en Roumanie et en Hongrie la diversité des plantes cultivées est préservée dans les petites fermes et grâce à quelques initiatives. Dans ces pays les petits paysans sont curieux de faire la connaissance des associations qui se battent contre les cultures OGM en Europe de l'Ouest. Avec leur entrée dans l'UE et l'application des directives européennes sur la vente directe et la transformation des produits à la ferme, les petites exploitations de ces pays sont menacées. Des paysans représentants de ces trois pays ont exprimé le souhait d'entrer en contact avec des organisations paysannes d'Europe de l'Ouest, qui se sont défendues avec succès contre une application trop restrictive des directives. Des échanges entre délégations roumaines, bulgares et françaises ont donc eu lieu.

¹ Ces voyages ont été organisés par deux associations françaises: la BEDE, Bibliothèque d'Echange de Documentation et d'Expériences, et le RSP, Réseau Semences Paysannes.

Semences «illégales» en France

Depuis quelques années le FCE suit le travail de l'association Kokopelli engagée pour la sauvegarde des plantes cultivées menacées de disparition. En janvier 2008 elle a été condamnée en cassation à une grosse amende pour avoir diffusé (c.à.d. vendu, donné ou échangé) des semences «illégales», parce que non inscrites au catalogue français des variétés. Depuis des années Kokopelli fait remarquer que les critères d'enregistrement dans le catalogue français ne correspondent pas aux particularités des variétés paysannes et que les frais d'inscription dépassent de beaucoup la «valeur marchande» de ces mêmes variétés. Le FCE a organisé un voyage d'études pour des représentants de Kokopelli, afin qu'ils découvrent des initiatives de conservation en Allemagne, en Suisse et en Autriche. Au cours de ce voyage nous avons présenté la situation française très répressive, et essayé d'avoir des idées communes pour contrer le durcissement prévisible de la législation dans les autres pays européens.

Mai 2007: Séminaire Européen sur les semences en Allemagne

Sur la proposition du FCE, le 3ème séminaire européen s'est tenu à Halle, en Saxe-Anhalt. Il a été organisé par

l'Alliance pour la production de semences sans OGM¹, la campagne de BUKO contre la biopiraterie², et le Réseau Semences Paysannes (RSP)³. 150 paysans, jardiniers et sélectionneurs ainsi que des représentants des conservatoires génétiques de 25 pays ont discuté pendant trois jours de la menace sur la biodiversité que représente l'industrialisation de l'agriculture. Pour la première fois des groupements d'Europe de l'Est étaient fortement représentés: Hongrie, Slovaquie, Croatie, Bulgarie, Géorgie et Russie. Tout près de Halle, à Gatersleben, l'Institut IPK⁴ abrite l'une des plus importantes collections de ressources végétales au monde. De nombreuses entreprises de génie génétique se sont installées ces dernières années à proximité du conservatoire. Quand celles-ci, en 2006-2007, ont semé du blé et des pois OGM dans le voisinage des parcelles de conservation, les premières critiques se sont faites publiquement entendre. Pour les par-

¹ *L'Alliance pour la production de semences sans OGM regroupe plusieurs associations et entreprises qui produisent et conservent des semences dans les pays germaniques.*

² *La Campagne de BUKO contre la biopiraterie travaille depuis 2002 contre la privatisation des ressources génétiques par les multinationales de semences, de biochimie et de l'agroalimentaire, et soutient les initiatives de communautés traditionnelles et locales, ainsi que des groupes de petits producteurs.*

³ *Le Réseau Semences Paysannes (RSP) regroupe des organisations nationales pour l'agriculture biologique, des petites entreprises et paysans producteurs de semences, des pépiniéristes, des associations pour le développement et le maintien de la biodiversité.*

⁴ *IPK: Institut für Pflanzen-genetik und Kulturpflanzenforschung – Institut de recherches sur la génétique végétale et les plantes de culture.*



Gatersleben, mai 2007: mobilisation contre les essais en plein champ de maïs et de blé OGM, avec la participation de représentants d'initiatives semencières du Chili, du Mali, de Hongrie et de France, ainsi que des membres du FCE d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse.

Participants au séminaire, il est clair que ces essais en plein champ menacent le maintien de la diversité végétale, pas seulement à Gatersleben mais beaucoup plus loin si on tient compte des échanges d'échantillons entre les conservatoires génétiques du monde entier. L'intervenant de celui de St-Petersbourg a fait remarquer que dans la plupart des pays d'Europe de l'Est la conservation des semences est aujourd'hui en grand danger du fait que les gouvernements ne veulent plus la financer. A St-Petersbourg, le premier conservatoire génétique mondial, il manque même l'argent pour alimenter les congélateurs en électricité. En Hongrie, suite à la fermeture de départements entiers de la banque hon-

groise, une initiative citoyenne s'est créée pour distribuer les collections de plantes à des particuliers prêts à les conserver.

Les participants au séminaire ont décidé la création d'un «Comité international d'urgence pour le maintien des variétés de blés exemptes d'OGM», qui a pour tâche de conserver si possible dans leur région d'origine les variétés céréalières de tous les continents menacées de contamination au sein des conservatoires. Le Comité d'urgence a lancé également un appel citoyen dans différents pays d'Europe pour qu'ils participent à la conservation des semences de blés de Gatersleben en les semant chez eux. Les conclusions du séminaire ont été re-

mises au directeur du conservatoire lors d'une manifestation de protestation à Gatersleben.

Un rapport détaillé de ce séminaire a été publié en allemand, français et anglais¹. Le FCE a en outre traduit une étude de l'Institut de l'environnement de Munich sur le conservatoire génétique de Gatersleben, en français et en anglais.

Début juin 2007, dans le cadre des manifestations anti-G8 à Heiligendamm, un grand rassemblement sur les «techniques du vivant» a eu lieu à Gross Lüsewitz sur les terres que possède le conservatoire de Gatersleben pour ses essais de cultures OGM, à l'appel du «réseau d'action pour une agriculture mondiale», à la création duquel avait participé le FCE.

Mai 2008: conférence de l'ONU sur la convention pour la diversité biologique

A l'occasion d'un marché de la biodiversité, le comité international d'urgence a présenté son travail et ses revendications à la conférence des Etats signataires de cette convention

¹ Brochure «Libérons la diversité» - 3^{ème} séminaire européen sur les semences, 70 pages, 2 € / 3 FrS + port à commander au FCE.

à Bonn, en Allemagne. Il s'agissait de prendre contact avec des délégations paysannes de l'organisation mondiale «Via Campesina» et de discuter du rôle des petits paysans dans le maintien de la biodiversité. Aux côtés de Via Campesina et de la campagne BUKO contre la biopiraterie, le FCE a manifesté devant le siège de l'Union des semenciers allemands, qui représente les intérêts des firmes Monsanto, Bayer et Syngenta.

Octobre 2008: rencontre européenne sur les semences à Ascoli

Le 4^{ème} séminaire européen sur les semences s'est tenu à Ascoli en Italie. Pendant trois jours les initiatives semencières ont surtout débattu des projets de loi actuels de l'UE, qui réglementent le commerce des variétés régionales non autorisées, et visent à harmoniser la circulation des semences en Europe. Ces réglementations touchent fortement les nouveaux pays membres de l'UE qui devraient rapidement intégrer le marché des semences, perdant ainsi une grande partie de leurs variétés autochtones qui ne sont pas enregistrées dans les listes de l'UE. D'ici l'adoption de cette nouvelle loi en 2010, le FCE s'est engagé à participer à un large travail d'information auprès de l'opinion publique.

Syngenta contre des paysans sans terre

Invités par le Forum Civique Européen et la coopérative européenne Longo maí, Jonas Gomes de Queiroz du Mouvement des Sans-terre brésilien (MST) et Gisele Cassano de l'association de conseil juridique «Terra de direitos» sont venus au printemps 2008 en Suisse pour la «Journée des Sans-terre», célébrée tous les 17 avril dans le monde entier. L'invitation de ces deux témoins directs avait pour but de faire connaître les violations des droits de la personne commises au Brésil par la multinationale suisse Syngenta.

Le 21 octobre 2007, la milice «NF Segurança», engagée par la firme bâloise, a mis fin dans la violence à une occupation symbolique menée par le

MST de la station de recherche de Santa Tereza do Oeste. Elle a procédé à une évacuation qui s'est terminée dans un bain de sang. En quelques heures, 300 coups de feu ont été tirés, tuant deux personnes et en blessant cinq autres. Cette occupation menée par le MST s'opposait aux essais illégaux de maïs et de soja OGM en plein champ, à proximité du parc naturel Iguazu de renommée mondiale. Les représentants de Syngenta refusent de porter la responsabilité de ces événements et jusqu'à aujourd'hui en rejettent la faute sur la milice «NF Segurança».

Pour protester contre ces agissements irresponsables, la Via Campesina a orchestré des actions, étalées



Jonas Gomes de Queiroz du MST et l'avocate Gisele Cassano devant le siège de Syngenta à Bâle: c'est avec une réticence manifeste que Carsten Tilger, responsable de la communication de la firme, écoute des demandes de la délégation.

sur plusieurs mois, au Brésil, en Amérique du nord et en Europe. C'est ainsi que le 17 avril 2008, le FCE et Longo maï ont initié avec de nombreux particuliers et organisations une manifestation à Bâle, afin de permettre aux deux Brésiliens de remettre leurs revendications directement au siège social de Syngenta.

Devant la porte d'entrée de la multinationale

Pour commencer, le 16 avril, une centaine de personnes ont participé à une soirée d'information à la maison des syndicats de Bâle. Les deux invités brésiliens ont présenté la situation au Paranà, et François Meienberg, de la Déclaration de Berne, la campagne menée de longue date par son organisation pour obtenir l'interdiction de la production du pesticide Paraquat. Et pour finir, Joseph Finantz, de la Confédération paysanne d'Alsace, a expliqué les retombées de l'agrochimie sur l'agriculture européenne et a fait le point sur la résistance face à cette situation.

Quelques 200 personnes ont participé à la marche en mémoire des victimes de «NF Segurança» vers le siège social de Syngenta. Un cercueil portant la photo du responsable du MST assassiné, Kenos, y a été déposé. Gisele a remis le dossier qu'elle avait préparé à Carsten Tilger, responsable de la communication de la multinationale.

Suite à cette journée, le FCE a organisé pour Gisele et Jonas une tournée

d'information à travers la Suisse. Voici quelques-unes des personnalités, institutions et organisations que la délégation a rencontrées et informées: le chef de cabinet de la conseillère fédérale, Micheline Calmy-Rey (ministre des affaires étrangères suisse), neuf membres du parlement du canton de Bâle-ville, le Solifonds, Medico international, Amnesty international, le CETIM à Genève, une collaboratrice de Jean Ziegler, rapporteur spécial sur la question de l'alimentation auprès de l'ONU, E-Changer à Fribourg et le co-président de l'association des actionnaires critiques «Actares». Quatre réunions d'information ont eu lieu ainsi que plusieurs entretiens avec des journalistes. Les neuf parlementaires de Bâle étaient si choqués à l'écoute des informations de Gisele et de Jonas qu'ils ont sur le champ envoyé une lettre à la direction du trust, lui demandant ce qu'elle avait l'intention d'entreprendre pour indemniser les victimes et empêcher ce genre d'exactions. S'en est suivie la rencontre de trois membres du parlement avec des représentants de la direction de Syngenta, ainsi que des échanges de courriers qui ont quelque peu irrité le directoire. Dans ce même but, Amnesty international a rencontré des représentants de Syngenta à Londres.

Une autre tournée d'information était organisée par le FCE en France. Jonas Gomes de Queiroz a rendu visite aux coopératives de Longo maï, à Radio Zinzine et il était invité à une manifestation de la Confédération Paysanne des Bouches-du-Rhône pour parler des paysans sans terre au Brésil et du conflit avec Syngenta.

Un premier succès

Ces différentes actions de protestation ont amené Syngenta à signer la cession du titre de propriété de son terrain à l'Etat du Paraná au Brésil le 14 octobre 2008. Le gouverneur a fait savoir immédiatement que la revendication du MST pouvait maintenant être prise en compte et qu'un centre de recherche pour le soutien à l'agriculture écologique allait être construit. La production et la recherche sur les

semences profiteront aux familles paysannes de la région et toutes les recherches génétiques devront immédiatement être abandonnées.

Pour les personnes directement concernées le retrait de Syngenta de Santa Tereza est une victoire. Mais pour l'instant il n'est pas encore question d'indemnisations. Le FCE continuera donc à s'engager pour le dédommagement des victimes.



Les multinationales de l'agroalimentaire tuent la biodiversité et des êtres humains : la mort devant le siège principal de Syngenta à Bâle, le 17 avril 2008.

Emissions de radio, publications

Rencontre avec Nicolas Supiot 49'

Nicolas Supiot est paysan boulanger en France. Dans cet entretien, il présente son travail avec les variétés anciennes de céréales et ses pratiques agricoles et boulangères qui sont à l'opposé des techniques industrielles de l'agriculture.

Semences de résistance 53'46

Les semences constituent l'une des richesses les plus vitales, les plus vastes et les plus menacées de notre planète. Elles représentent la base même de notre alimentation, le germe indispensable des dizaines de milliers de plantes cultivées, légumes, céréales, plantes fourragères... Ce fruit de la patiente sélection et multiplication de centaines de générations de paysans et de jardiniers est aujourd'hui de plus en plus soumis à la logique commerciale de quelques multinationales de la semence qui cherchent à monopoliser le droit de produire et de vendre ces premiers éléments de la vie.

De Provence en Bulgarie: rencontre avec Stoilko Apostolov, vétérinaire bulgare 47'36

Nous avons rencontré Stoilko Apostolov à Karlovo, dans la célèbre vallée des roses. Il explique l'évolution de l'agriculture depuis la chute du système communiste, les raisons pour lesquelles d'immenses surfaces restent incultes et les obstacles qui empêchent la vente directe. Il décrit ensuite quelques tentatives d'élaborer des productions locales de qualité (élevages de chèvres et de moutons, cultures de roses...) ainsi que les acti-

tivités de l'association Bio-Selena qu'il anime.

A l'Est de l'Union Européenne: voyage d'échange en Bulgarie 55' & 60' (2 parties). Au lendemain de l'entrée de la Bulgarie dans l'UE, en 2007, un groupe de paysans, journalistes et chercheurs français s'est rendu en Bulgarie pour aller à la rencontre d'associations qui s'occupent du maintien des pratiques paysannes et de la biodiversité des plantes cultivées.

Toutes ces émissions peuvent être commandées à Radio Zinzine, 04300 Limans, www.radiozinzine.org.

Avec les paysans du monde

Comment ils sont victimes du capitalisme, comment ils lui résistent, comment ils cherchent, avec beaucoup d'autres, à le dépasser.

Edition refondue des numéros 135 et 136 de la revue *Informations et Commentaires – Le développement en question*, 236 pages, 15 € / 26 FrS

Edité par l'Association pour un nouveau développement, F-38700 Corenc, avec le soutien du Forum Civique Européen, F-04300 Limans
Plus de renseignements et commandes directes aux éditeurs: Marc Ollivier, Les Arnauds, 38220 Saint Jean de Vaulx, marc.oll@wanadoo.fr

La grippe aviaire et les œufs d'or

Depuis l'éclatement de la bulle des *subprimes*, force est de constater que la spéculation financière touche de plus en plus les matières premières et l'alimentation. Pour comprendre

les mécanismes de la spéculation dite «équitable et alternative» (Private Equity - Hedge Fund) dans l'alimentation, la lecture du pamphlet de Hannes Lämmler du FCE est recommandée: un regard critique sur la production avicole mondiale. Deux multinationales contrôlent aujourd'hui la production mondiale des oeufs, alors que les médias attirent nos regards sur les oiseaux migrateurs, soit disant coupables de la grippe aviaire.

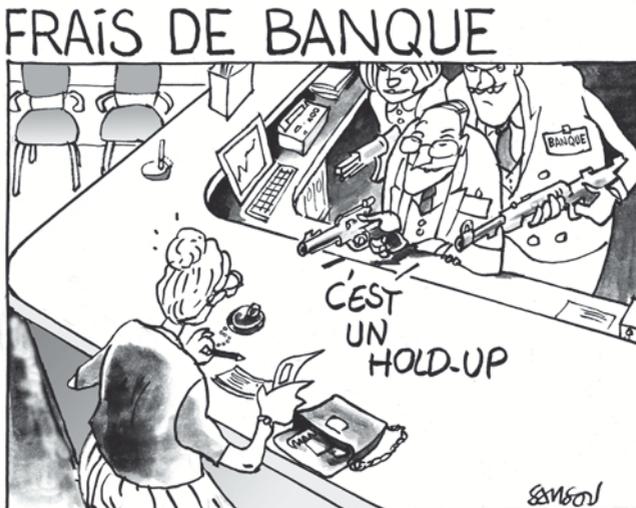
«Opération grippe aviaire - Chickenflu OPERA - la rumeur et la peur dans la basse course aux oeufs d'or». Editions Esprit Frappeur (deuxième édition) ISBN: 2-84405-229-0. Prix 8 €, disponible dans les librairies ou à commander à: www.chickenflu.org

Agriculture et pognon

Le Forum Civique Européen anime avec quelques acteurs de la vie citoyenne comme la Ligue des Droits de l'Homme, la Confédération Paysanne et Attac-Arles, un site internet pour

le Pays d'Arles: une sorte d'«agora» accessible de partout mais ancrée dans le paysage local. Motivée par le rétrécissement du tissu rural dans le département des Bouches-du-Rhône (9.500 exploitations en 1995, moins de 3.000 aujourd'hui), une réflexion sur les possibilités de résistances s'impose. Dans ce contexte un travail collectif de rédaction et de diffusion d'informations à vu le jour par des textes intitulés: «la face cachée de la monnaie», et des émissions mensuelles sur la radio locale 3DFM intitulées «Agriculture et pognon», également diffusées sur Radio Zinzine, une série d'émissions sur le pouvoir des banquiers dans ce monde, un appel à changer les termes de la relation entre l'homme et les soi-disant réalités économiques.

La brochure «la face cachée de la monnaie», illustrée par des caricatures de Pierre Samson, ainsi que les émissions radio sont disponibles sur le site www.journalarles.org



Des ponts, pas de murs !

Soutien aux réfugiés et aux sans-papiers

Contexte politique en Suisse

Les réfugiés et les sans-papiers en Suisse ont particulièrement souffert en 2007: en effet, le Département de Justice et Police de la Confédération était dirigé par le chef de la droite nationaliste de l'UDC (Union Démocratique du Centre), le conseiller fédéral Christoph Blocher. Il a initié et coordonné le durcissement du droit d'asile et du droit des étrangers approuvé par la majorité des Suisses en septembre 2006. Il a couvert des pratiques xénophobes perpétrées dans de nombreux bureaux de l'administration dans tout le pays.

Le premier janvier 2007, la prolongation à deux ans de la durée maximale de rétention (avant expulsion), fait unique en Europe, ainsi que d'autres mesures de contraintes sont entrées en vigueur. Comme par exemple l'extension du refus d'accorder l'aide sociale, réservée jusqu'alors aux réfugiés NEM (demandeurs d'asile avec une «Non Entrée En Matière») à tous les demandeurs déboutés à partir du premier janvier 2008. De telle sorte que ces personnes ne disposent que de l'aide d'urgence minimale garantie par le Tribunal fédéral, soit 21 FrS par jour.

Le premier août 2007, l'UDC lançait une collecte de signatures pour son initiative populaire «Pour le renvoi des

étrangers criminels». Pour l'occasion, il avait réalisé une affiche où sous le titre «Pour plus de sécurité» étaient dessinés quatre moutons en train de paître sur le drapeau suisse. Les trois moutons blancs jetaient le mouton noir hors du drapeau, autrement dit symboliquement hors du pays. L'affiche a été reprise par la section du NPD (parti néo-nazi allemand) du Land de Hesse et par d'autres partis d'extrême droite européens.

Aux élections parlementaires du 21 octobre 2007, l'UDC est devenu le parti le plus important avec 29% des suffrages exprimés. Mais le triomphe a été de courte durée, puisque le 12 décembre 2007, Christoph Blocher n'était pas réélu au Conseil fédéral. Il était remplacé à la tête du Département Justice et Police par Eveline Widmer-Schlumpf, considérée comme appartenant à l'aile modérée de l'UDC. L'équipe dirigeante du parti ne s'est toujours pas remise de cette défaite. Une controverse sur les stratégies a mené à une scission, puis à la formation d'un nouveau parti, le PBD (Parti bourgeois démocratique).

Ceux qui ont espéré un changement de cap dans la politique d'asile de Madame Widmer-Schlumpf ont été vite déçus, elle est aussi impitoyable que celle de son prédécesseur.

Rassemblements contre la xénophobie

Lors de la journée des réfugiés, le 16 juin 2007, le FCE a participé pour la troisième fois consécutive au rassemblement national «la Suisse, c'est nous!». Il était organisé par le mouvement «Sans nous rien ne va plus» qui voulait, aussi longtemps que Monsieur Blocher serait au pouvoir, faire de la journée des réfugiés un événement aux revendications politiques claires. Le FCE a donc contacté le professeur Georg Kreis, président de la Commission fédérale contre le racisme, pour qu'il prenne la parole avec Gabriella de Coulon de la coordination asile du canton de Vaud. Cette manifestation a rassemblé environ 3 500 personnes.

Le FCE a également participé à l'organisation de la manifestation du «Mouton noir» le 6 octobre 2007 à Berne. Un rassemblement festif sur la Münsterplatz et un *sit-in* à l'entrée de la ville ont réussi à empêcher la manifestation de l'UDC. Lequel, en compagnie de nombreux skinheads, voulait clore sa campagne de haine précédant les élections législatives par une ultime provocation. Un membre du FCE, berger à Longo mai, a trouvé une bonne réponse à la campagne haineuse de l'UDC contre les moutons noirs. Son logo mouton «yin yang» a été repris par de nombreux journaux et a figuré sur plus d'un millier de badges distribués à cette occasion.

Après avoir trois années de suite préparé la manifestation contre la xénophobie, les organisations regroupées sous l'intitulé «Sans nous rien ne va



plus» proposaient ensemble avec Solidarité sans frontières pour 2008 une version plus décentralisée dans toutes les régions de Suisse. Cette «Semaine des migrants» a eu lieu du 8 au 16 septembre 2008, dans toute la Suisse, sous la forme de manifestations, fêtes, événements culturels, projections de films, conférences et débats afin de mettre en lumière la situation des migrants.

Lettres au Conseil fédéral

En été 2007, le HCR (Haut Commissariat aux Réfugiés) a demandé à la Suisse d'accueillir, dans le cadre d'un programme spécial de l'ONU, des réfugiés de guerre venant d'Irak, 500 femmes et enfants en danger. Sous la pression de Christoph Blocher, le Conseil fédéral dans son ensemble a refusé de participer à ce programme. Avec le CEDRI et le Cercle d'Amis Cornelius Koch, le FCE a fait appel à la conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey, par le biais d'une lettre lui demandant d'intervenir pour la prise en charge de ces réfugiés de guerre. Cette action a été suivie par plus de 1000 personnes de toute la Suisse.

En décembre 2008 le FCE, de nouveau avec le CEDRI et le Cercle d'amis Cornelius Koch, proposait d'écrire à la nouvelle conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf pour lui demander de renoncer au durcissement de la loi d'asile engagé par son prédécesseur. Il était prévu entre autres de mettre fin à la possibilité actuelle qu'ont les réfugiés de déposer leur demande d'asile dans les ambassades suisses. De plus, pour la première fois la notion de «réfugié» elle-même serait réduite, en ce sens où la désertion et l'objection de conscience ne feraient plus partie des motifs retenus pour obtenir l'asile. Plus de 2 000 personnes ont envoyé une lettre. Dans le cadre de la procédure de consultation, une prise de position commune contre ce projet de loi a été élaborée sous la conduite

des «Juristes démocrates suisses». Le CEDRI, le FCE et le Cercle d'Amis Cornelius Koch y ont aussi participé.

Bureaux d'accueil pour les sans-papiers

Jura

En octobre 2001, une membre du FCE a participé à la création du Comité Jurassien pour le Soutien aux Sans-papiers, le MJSS, et y est toujours actif. Le MJSS assume depuis 2005 une permanence gratuite pour les sans-papiers et les déboutés du droit d'asile dans les bureaux de Caritas qui a fermé sa consultation la même année. La permanence du MJSS est donc maintenant le seul endroit à pouvoir offrir une aide gratuite, juridique



Le mouton noir en colère sur la place du palais fédéral à Berne, octobre 2007.

ou autre, aux migrants. La situation des sans-papiers et des demandeurs d'asile déboutés est difficile: l'aide d'urgence confirmée par le Tribunal fédéral suisse en mars 2006 n'est accordée que pour cinq jours non renouvelables, sauf pour ceux qui collaborent à leur retour au pays. Le MJSS a contesté ces pratiques illégales des autorités cantonales. La question a été également portée devant le parlement jurassien. Le MJSS participe aussi depuis sa création aux activités de l'Observatoire suisse-romand du droit d'asile et des étrangers (ODEA). Cet organisme informe le public sur les conséquences des durcissements successifs de la législation sur l'asile. Le MJSS a organisé plusieurs rencontres-débats à Delémont, dans le cadre de la «Semaine des migrants». Le film documentaire «La forteresse» y était projeté en présence du réalisateur Fernand Melgar.
www.sanspapiers-jura.ch

Bâle et Zurich

Pendant les deux années de ce rapport, un membre du FCE faisait partie du bureau de la permanence d'accueil pour les sans-papiers à Bâle, tout en conseillant occasionnellement celle de Zurich. A Noël 2008, l'alliance «Droit de séjour pour tous» a occupé l'église Prediger de Zurich. Cette action a fait connaître à un large public la situation désespérée des sans-papiers. Cet événement a été relaté par de nombreux journaux dans toute la Suisse. Le FCE a toujours apporté son aide, également financière, chaque fois qu'il y a eu une urgence.

Autres rencontres 2007 / 2008

En mars 2007 le FCE a organisé un Banquet Républicain à Bâle en mémoire de Nicholas Busch, journaliste, écrivain, membre du FCE, sur les thèmes de la politique des réfugiés, de la sécurité intérieure et de l'abolition progressive des droits démocratiques. Au banquet participaient entre autres: Thomas Busch, Editions Drava, Klagenfurt (A); Marie-Claire Caloz-Tschopp, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques et Internationales de la Faculté des sciences sociales et politiques (IEPI), Lausanne et Université de Genève (CH); François Rigaux, professeur émérite de droit international, Université de Louvain (B); Nicolas Eyguesier, sciences économiques et sociologie, Université de Paris-Sorbonne (F); Eberhard Schultz, avocat, Brême/Berlin (RFA).

En novembre 2008 à Delémont, le FCE et le Musée jurassien d'Art et d'Histoire ont organisé une soirée d'information sur la guerre en Géorgie avec le journaliste arménien Vicken Cheterian du Monde Diplomatique, spécialiste du Caucase.

Sans-papiers en France et en Belgique

Lors de séjours réguliers à Paris, Bruxelles et ailleurs, un membre du FCE a suivi l'évolution de la situation des immigrés et sans-papiers. Il a par exemple visité à plusieurs reprises des

lieux occupés par des sans-papiers en France et en Belgique. Après avoir travaillé de nombreuses années dans des secteurs économiques où règnent de très bas salaires et des conditions d'extrême précarité, des milliers de sans-papiers ont décidé de lancer une grande campagne pour réclamer leur régularisation. Le FCE a pris contact avec les immigrés qui occupent la Bourse du Travail, rue Charlot, à Paris où vivent environ 1.300 sans-papiers depuis le 2 mai 2008. Un représentant du FCE a réalisé des émissions pour Radio Zinzine, au sud de la France à partir des entretiens enregistrés sur place.

Emissions de radio

Parmi les émissions réalisées pour Radio Zinzine et d'autres radios:

De Casamance à l'Andalousie (juillet 2007) avec Spitou Mendy du SOC Almeria,

Transgresser les frontières (novembre 2007) avec Gazmend Kapllani, journaliste et écrivain albanais vivant en Grèce,

Immigration en Europe: un tour d'horizon (juin 2008) avec Claire Rodier, juriste au GISTI et présidente de Migreupe,

Une agriculture prédatrice de ses ouvriers (juin 2008) avec Fred Décosse sur les accidents et maladies du travail dont sont victimes les im-

migrés dans l'agriculture intensive en Europe,

La doyenne de la recherche sur l'immigration (juillet 2008) avec Maryse Tripier,

Entraves à la circulation (octobre 2008) avec Gaëla Loiseau, médiatrice entre les gens du voyage et les pouvoirs publics dans l'Hérault,

Des ponts, pas de murs! enregistrée lors du Sommet Citoyen sur les Migrations à Montreuil (octobre 2008), sur la politique d'immigration européenne et les pressions exercées sur les pays africains,

Réfugiés à la Bourse (octobre 2008) sur l'occupation de la Bourse du Travail à Paris,

L'Association Malienne des Expulsés (novembre 2008) avec Alassane Dicko,

Territoires d'exception (décembre 2008) sur la politique d'immigration dans les territoires d'outre-mer.

De nombreuses émissions ont également été produites sur les pays du Sud, par exemple le Maroc, la Tunisie et le Sénégal.

Toutes ces émissions peuvent être commandées à Radio Zinzine, 04300 Limans, www.radiozinzine.org. Elles ont également été reprises par l'EPRA (Echanges et Productions Radiophoniques), une institution soutenue par l'Etat français qui met de telles émissions à la disposition d'environ 250 radios locales.

Ukraine - Transcarpatie

A la frontière Est de l'Union Européenne

Contexte politique

La crise financière internationale a touché l'Ukraine de plein fouet. En octobre 2008 la banqueroute du pays n'a été évitée qu'au prix d'un crédit rapidement négocié auprès du FMI. Des crédits additionnels de la Banque Mondiale, de la Russie et du Japon devraient permettre de restaurer l'équilibre budgétaire du pays. Pour 2009, différentes estimations évaluent à plus de 8% la diminution du PIB. Des licenciements massifs dans l'industrie automobile et de l'acier sont annoncés, et des passages à temps partiel par centaines de milliers. Dans les statistiques, les nombreux saisonniers qui travaillent à l'étranger et se retrouvent désormais inemployés ne sont pas pris en compte. La population a en mémoire les difficultés des années 90 et n'est pas tout à fait prise au dépourvu. Mais les années suivantes, celles d'une ascension économique à court terme, ont laissé des séquelles. Les nombreuses banques en concurrence accordaient alors avec facilité des crédits qui ne sont plus guère remboursables avec la baisse de 40% de la valeur de la monnaie ukrainienne. Les biens de consommation courante sont chers et le commerce de détail se ressent déjà des économies que la population fait sur la nourriture. Il n'est pas encore possible d'estimer jusqu'où l'Ukraine va s'enfoncer dans la crise, mais il est déjà clair qu'à long terme

elle sera dépendante et va continuer à être un réservoir de main-d'œuvre bon marché pour la Russie et l'Union Européenne.

Camps de réfugiés

Au cours de l'été 2007, le premier rassemblement No Border¹ dans un pays post-soviétique a eu lieu près d'Oujgorod (Transcarpatie), grâce au soutien logistique du FCE sur place. Indépendamment de cet événement, le FCE a mis en place, en partenariat avec le Comité d'Aide Médicale Transcarpatien (CAMZ) et d'autres organisations d'Europe de l'Ouest, un Observatoire permanent de la situation des immigrés à la frontière Est de l'espace Schengen. Des milliers d'hommes et de femmes de tous âges et de tous les continents échouent chaque année à cette frontière. Aussi, après la fermeture du fameux camp de réfugiés de Pavshino, la situation des droits de l'homme reste catastrophique.

¹ *Le réseau associatif No Border lutte pour la liberté de circulation entre les différents pays et plus particulièrement contre les politiques de contrôle de l'immigration au sein de l'espace Schengen, pour la régularisation des étrangers en situation irrégulière et la fermeture des centres de rétention administrative. Le réseau organise chaque année des campements de plusieurs jours à proximité des frontières.*

Echange d'expériences

A l'automne 2008, une délégation de 16 personnes venues de Transcarpatie a participé à la réunion annuelle de PaïsAlp¹ à Forcalquier en Provence. Cette délégation comptait des petits paysans, le directeur d'une fromagerie villageoise, des élus locaux et le directeur de la Chambre d'Agriculture régionale: l'occasion pour eux d'apprendre beaucoup sur une agriculture

de proximité qui mise sur la qualité et le long terme. De leur côté, ils ont présenté leur agriculture villageoise dans les Carpates ukrainiennes, principalement orientée vers l'autoconsommation, contrairement à l'industrie agroalimentaire étatique.

Le FCE en Ukraine a également prêté main forte à de nombreux projets d'échanges et de rencontres dans le domaine de la culture et de la jeunesse, et a participé au réseau suisse-transcarpatien NeSTU.

¹ PaïsAlp : association de producteurs fermiers du sud de la France



Sous surveillance: des réfugiés à la frontière Est de l'Europe en Ukraine.

Culture

Hudaki

Ce sont les acrobaties de Micha, que Bartok n'aurait pas imaginé et aucun conservatoire enseigné. Ce sont les chansons anciennes, tristes ou moqueuses, de Katia, et la magnifique voix de la jeune Olga. Ce sont Vassia, Volodia le cymbaliste, Jura et Volodia le bassiste, qui jouent et chantent sans avoir jamais déchiffré une partition. L'ensemble Hudaki, littéralement «Les Musiciens», du village de Nijnié Sélichtché, nous transporte en Transcarpatie, au centre géographique de l'Europe. Czardas, polkas, chants a capella, ballades, sonorités klezmer ou tziganes se mêlent en un ensemble plein de contrastes. Hudaki réussit, avec les mélodies douces de la flûte des bergers, les rythmes diaboliques du violon, le velouté de la guitare et le son plein et rond du cymbalum, à faire revivre ses traditions musicales.

Un musicien du groupe, par ailleurs membre du FCE, a organisé pendant ces deux années des concerts en Suisse, Allemagne, Autriche et France. Hudaki a aussi été invité aux Pays-Bas, en Pologne et en Slovaquie. Plus d'informations sur www.hudaki.org

Festival Shavalè

Début août 2007 a eu lieu à Limans en Provence un grand festival de musique tzigane, des Balkans et d'Europe de l'Est.

Les principaux organisateurs en étaient Comedia Mundi, le groupe de musique de Longo mai, le Forum Civique Européen et Radio Zinzine, une radio libre animée entre autres par des membres du FCE.

L'idée de ce festival Shavalè était née un an auparavant. Tout au long de ses voyages Comedia Mundi avait rencontré d'autres groupes de musique, noué des amitiés et rêvait depuis des années de les inviter et de partager avec eux des moments d'échanges musicaux. Aussitôt rêvé, aussitôt fait: cinq groupes ont répondu à l'invitation, la Grine Kuzine de Berlin, Musique Simili de Suisse et de France, Aksak et Poum Tchak de Provence et la Fanfare de Stojan Krstic de Serbie. Plus quelques électrons libres comme Nina Monteanu, cymbaliste de Moldavie, le violoniste itinérant Martin Schäfer ainsi que Slavko Ninic, le chanteur du groupe Wiener Tschuschenkapelle, qui se sont intégrés aux différents groupes.

Le résultat a donné un répertoire très diversifié, allant des trompettes balkaniques à la musique des Tziganes de Hongrie en passant par le Klezmer de couleur berlinoise, les chansons occitanes, polonaises et russes jusqu'au swing manouche, les uns essayant de s'adapter aux styles des autres. Pendant deux jours ont eu lieu des ré-

pétitions ouvertes au public, et deux ateliers au cours desquels 40 enfants ont appris un chant bulgare qu'ils ont présenté, accompagnés des musiciens du festival, en avant-première du concert du 4 août. Pour clore en

beauté ces journées d'improvisations tous azimuts, deux concerts ont eu lieu dans l'amphithéâtre de la coopérative Longo mai à Limans, réunissant 1 200 personnes pour deux soirées inoubliables sous les étoiles.



Shavalè – viens danser ! Le festival en Provence en août 2007

Archipel

Archipel, le mensuel du Forum Civique Européen, paraît depuis 1993, onze fois par an, en français et en allemand, avec un tirage d'environ 8.000 exemplaires. Il est envoyé principalement en Suisse, France, Autriche et Allemagne mais aussi en Europe de l'Est, Afrique, Amérique Latine et même Asie à des personnes qui ne peuvent pas s'offrir un abonnement mais souhaitent rester en contact.

Il rend compte des activités du FCE, d'autres groupes ou individus, présente des reportages et des analyses sur l'actualité politique, des réflexions sur l'histoire et la philosophie.

Prix du n°: 3 € / 7 FrS,

abonnement annuel 32 € / 60 FrS

Une sélection d'articles d'Archipel 2007 / 2008

Asile et migration: 145, 149, 156, 157, 159, 160, 161, 162, 166

Politique agricole, agrocarburants: 145, 148, 149, 150, 155, 158, 160

Semences: 146, 147, 148, 151, 160, 162

Europe de l'Est: 145, 147, 148, 152, 154, 155, 156, 165

Amérique Latine: 145, 146, 147, 150, 157, 159, 161

Syngenta-Brésil: 156, 160, 163, 165

Histoire:

La Révolution Russe 154 -160,

La Shoah 161 – 164,

Le Printemps de Prague 162 et 163,

La «guerre des farines» 163 - 165

Mouvement altermondialiste, critique fondamentale: 151, 152, 154, 158, 159, 161, 165, 166

Projets autogérés ou alternatifs: 153, 159, 160, 161, 163, 164

El Ejido/SOC: 150, 153, 158

Biométrie, nanotechnologie: 148, 151

Etat policier, armée, OTAN: 157, 164, 165

Populisme de droite, extrême droite: 155, 156

Correspondance:
archipel_fce@orange.fr

Pour consulter les archives d'Archipel: **www.forumcivique.org**



Adresses du FCE

Suisse	St. Johannis-Vorstadt 13 Case Postale CH – 4004 Bâle Tél.: +41 61 262 01 11 Fax: +41 61 262 02 46 courriel: suisse@forumcivique.ch
Allemagne	Stubbendorf 68 D – 17159 Dargun Tél.: +49 39959 20 329 Fax: +49 39959 20 399 courriel: ulenkrug@t-online.de
France	Le Pigeonnier F – 04300 Limans Tél.: +33 4 92 73 05 98 Fax: +33 4 92 73 18 18 courriel: fce206@orange.fr
Autriche	Lobnik 16 A – 9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla Tél.: +43 4238 8705 Fax: +43 4238 8705-4 courriel: austria@civic-forum.org
Roumanie	Joachim Cotaru Tél./Fax: +40 269 58 31 53 courriel: jc@ forumcivique.org
Ukraine	vul. Borkanyuka 97 UA - 90440 Nizhne Selishche Tél./Fax: +380 31 42 512 20 courriel: ngozamr@gmail.com

Site: www.forumcivique.org

